

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 30 (1993)
Heft: 1133

Artikel: Le Parti du travail entre Grobet et "Solidarités"
Autor: Brutsch, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1011633>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Parti du travail entre Grobet et «Solidarités»

(fb) Le parti du travail (POP genevois) cherche son second souffle: il appelle à une «refondation» unitaire tout ce qui se trouve à la gauche du parti socialiste (et qui ne se reconnaît pas davantage dans le parti écologiste) en vue des élections cantonales de cet automne.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur:
Pierre Imhof (pi)
Secrétaire de rédaction:
Frances Trezevant
Honegger (fth)
Ont également collaboré à
ce numéro:
François Brutsch (fb)
Jean-Claude Favez (jcf)
André Gavillet (ag)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Michel Glardon
Abonnement: 75 francs
pour une année
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1,
case postale 2612,
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9
Composition et maquette:
Frances Trezevant
Honegger, Pierre Imhof,
Jean-Luc Seylaz
Impression:
Imprimerie des Arts et
Métiers SA, Renens

Malgré les nombreuses querelles de personnes qui l'agitent, le parti socialiste genevois vient d'adopter un programme, «Ensemble vers un nouveau contrat social», qui confirme l'option de réformisme imaginatif mais concret qu'incarnent bien deux candidats au Conseil d'Etat, Bernard Ziegler et Micheline Calmy-Rey. Le parti écologiste genevois connaît de son côté une évolution qui l'amène à ne plus craindre de perdre son âme dans l'alliance à gauche, tout en maîtrisant mieux une certaine dérive gauchiste que l'entrée de militants venus d'ailleurs avait provoquée. La scène politique genevoise ne laisse donc que peu de place aux romantiques sentimentaux épris de batailles idéologiques. Le parti du travail l'a compris, qui voudrait coaliser autour de lui la maigre nuée des déçus des socialistes et des écologistes, aujourd'hui écartelés entre le nouveau parti «Solidarités» (pour l'essentiel un avatar du parti trotskyste, anciennement Parti socialiste ouvrier, auparavant Ligue marxiste révolutionnaire, dont l'analyse de classe paraît s'être reportée sur les fonctionnaires) et la tentation péroniste de Christian Grobet, le conseiller d'Etat élu sur la liste socialiste qui, victime de la limitation de la durée des mandats, a démissionné du PS pour tenter de se maintenir au gouvernement.

Pour le parti du travail, il s'agit, comme tous les quatre ans, de conserver la tête hors de l'eau, c'est-à-dire d'obtenir le quorum de 7% des suffrages pour l'élection du Grand Conseil. Avec sa proposition d'une liste commune englobant «Solidarités», voire Grobet, le parti du

travail peut aussi se donner le choix entre deux stratégies.

● Si ce projet échoue, le retour dans le sein de l'«Alternative» par quoi on désigne, à Genève, l'alliance de la gauche (PS et PdT) avec les écologistes; alliance qui existe en ville de Genève et que le PS et le PEG souhaiteraient voir au niveau cantonal, avec un apparentement des listes au Grand Conseil et quatre candidats communs au Conseil d'Etat. Les candidats seraient les deux socialistes, l'écologiste Laurent Rebeaud et une candidature du parti du travail à désigner: Jean Spielmann, efficace et combative incarnation du parti genevois pour le meilleur et pour le pire, ou Erica Deuber-Pauli, dont le côté «gauche caviar» rassure la droite et plaît aux médias.

● L'établissement d'une véritable opposition de gauche parlementaire et extra-parlementaire, non gouvernementale, dans l'alliance avec «Solidarités»; mais cette démarche, qui peut justifier une liste de combat et de témoignage dans l'élection au Conseil d'Etat, avec notamment Michel Ducommun, l'ancien leader du mouvement de la fonction publique, est évidemment complètement incompatible avec l'onction soudain donnée à un conseiller d'Etat sortant: Christian Grobet. Ce dernier incarnant tout ce que l'extrême-gauche vomit dans la social-démocratie: le pouvoir pour le pouvoir, le discours de gauche et la pratique de droite, une attitude très dure dans le conflit avec les fonctionnaires, etc.

Dans le premier cas, on a une «Alternative» excluant l'extrême-gauche, regroupant de manière un peu artificielle deux partis réalistes (le PS et le PEG) et un parti populiste (le PdT) et présentant quatre candidats tout en revendiquant, de fait, trois sièges au sein du Conseil d'Etat (compte tenu de la majorité de droite du Grand Conseil).

Dans le deuxième cas, l'«Alternative» est plus réduite mais plus cohérente, les trois candidats du PS et du PEG pouvant incarner (surtout face à la volonté monolithique de la droite, si elle présente une liste commune de sept candidats) une volonté d'élire un gouvernement représentatif de tous ceux qui sont disposés à y travailler collégialement, avec l'aiguillon supplémentaire d'une opposition de gauche parlementaire moins inexistante que le parti du travail aujourd'hui. Mais, au-delà du coup médiatique que son nom produit immédiatement, une candidature Grobet ne s'inscrit ni dans l'une ni dans l'autre de ces stratégies. ■

MÉDIAS

La *Berner Tagwacht* offre une solution à la gauche soleuroise, privée de quotidien depuis Pentecôte. Si cinq cents Soleurois s'abonnent, une page hebdomadaire pourrait être réservée au canton, en attendant d'autres solutions à l'étude.

Netto, le magazine économique de la DSR a pris congé des téléspectateurs. Son successeur sera *Cash TV*, un produit Ringier, aussi longtemps que la nouvelle chaîne «S Plus» ne couvrira pas au moins le 90% du territoire. La solution n'est pas appréciée par la concurrence.